ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBE 1962



Pierre BERGEON
Avocat
à la Cour d'Appel de Bordeaux
Propriétaire-viticulteur

Dixième Circonscription

Candidature Républicaine de Défense des Intérêts Economiques

Electrices, Electeurs,

Désavoué pour la première fois depuis 1958, le pouvoir de la Ve République fait le bilan de ses erreurs, de ses excès et de ses injustices.

Notre Constitution, pourtant rigoureuse, n'est pas respectée; nos institutions, chèrement acquises, sont menacées.

Un référendum dont la légalité est discutable trahit le désarroi du pays.

La France revient devant ses électeurs pour se donner un gouvernement.

L'heure est grave; le choix est décisif.

Le parti jusque là en majorité a fait faillite; ses troupes sont désunies, dispersées, opposées dans des luttes fratricides. Les « inconditionnels » qui demeurent jouent leurs ambitions personnelles ou suivent aveuglément les ordres reçus.

DANS LES DEUX CAS, ILS NE SONT PLUS DIGNES DE VOUS.

VOUS ELIREZ DES HOMMES NOUVEAUX, LIBRES D'AGIR.

En posant ma candidature à vos suffrages, j'ai conscience de faire mon devoir.

J'entends proclamer tout d'abord qu'il n'est plus de régime démocratique sans SEPARATION DES POUVOIRS.

Il faut éviter à tout prix que l'ordonnance remplace systématiquement la loi que les pouvoirs exceptionnels accordés à l'exécutif par la Constitution deviennent la règle et que les juridictions soient instituées ou dissoutes suivant que leurs décisions auront ou non satisfait le Chef de l'Etat

Voilà, en premier lieu, ce que doit défendre l'Assemblée Nationale que vous allez élire.

Elle doit, aussitôt, nous assurer LA PAIX

— d'abord au dehors et mettre un terme au triste privilège qu'est le nôtre de poursuivre des guerres incessantes depuis 1939;

— chez nous aussi, à l'intérieur du pays où il faut tout faire pour apaiser les querelles et guérir ces plaies encore saignantes ouvertes par les événements d'Algérie: des mesures générales de clémence et d'amnistie s'imposent; alors, le calme renaîtra, l'armée retrouvera son unité; formons le vœu qu'elle n'ait plus à intervenir !

Notre vrai visage rétabli, notre force retrouvée, notre Assemblée Nationale pourra et devra alors se consacrer entièrement à sa tâche intérieure, pacifique, dont l'essentiel consistera à guider le Gouvernement :

— à pratiquer notamment une politique de stricte économie financière en limitant les dépenses de l'Etat;

— à mettre un terme au paiement de ces inqualifiables subventions à des jeunes Etats qui nous trahissent.

— à entretenir de bonnes relations avec les pays voisins;

— à assurer en définitive une gestion saine des finances publiques en harmonie avec nos immenses richesses.

Elle devra PENSER A NOTRE JEUNESSE, en réduisant considérablement la durée du service militaire, en favorisant l'instruction, en encourageant au travail, en facilitant l'installation des jeunes ménages, en construisant, en aménageant, en créant.

En un mot, FAIRE ŒUVRE FECONDE.

Sur le plan régional, celui qui nous intéresse spécialement, Electeurs de notre circonscription, je ferai tout pour améliorer votre sort :

— **En encourageant la décentralisation** et en attirant l'installation d'industries et d'usines susceptibles d'employer la main-d'œuvre locale;

— **En protégeant la propriété familiale**, qui est la

cellule même de notre existence et en assurant ainsi, dans l'indépendance, des ressources convenables au cultivateur, à l'artisan, au commerçant de notre milieu rural;

— **En supprimant cette inqualifiable organisation actuelle du marché du vin,** qui sanctionne ceux qui travaillent et qui produisent en les empêchant de réaliser à leur guise le fruit de leurs efforts;

— **En organisant le régime de la production laitière** et de la viande pour permettre à nos producteurs de vivre décemment.

— **En développant la production** des fruits, primeurs, légumes, qui donne déjà de bons résultats;

— **En aidant à la reconstitution de la forêt** dévastée par les incendies;

— **En finançant la mise en état des marais** de la Gironde;

— **En favorisant le tourisme** par l'amélioration des routes et l'aménagement des sites dont est riche notre région;

— **En poursuivant la construction** d'écoles, d'établissements techniques exigés par nos activités modernes et de stades;

— **En soutenant enfin les organismes de Crédit Agricole** dont l'aide doit être accrue, notamment en cas de calamités.

JE SUIS EGALEMENT PARTISAN D'UNE POLITIQUE SOCIALE

— **Qui assure à l'ouvrier** un salaire à la mesure de ses capacités et de son ardeur au travail;

— **Qui garantisse au fonctionnaire** un traitement digne de sa fonction;

— **Qui aide aux besoins** des vieillards, des infirmes des incurables, des déshérités;

— **Qui ne discute pas aux Anciens Combattants** le service de notre dette de reconnaissance.

Je ferai tout en mon pouvoir pour que les FRANÇAIS D'ALGERIE, dont la confiance a été trahie, trouvent ici, sur le plan matériel et moral, un témoignage de solidarité efficace.

Je m'emploierai à faire rétablir **nos Tribunaux** dont la diligence et la compétence étaient appréciées, à maintenir tous les services qui nous sont utiles, sur place comme le réseau ferroviaire qu'il nous faut pouvoir utiliser sans majoration de tarifs.

JE PENSE AUX JEUNES, A NOS ENFANTS QUI AURONT L'AVENIR QUE NOUS ALLONS LEUR FAIRE.

JE SUIS DU PAYS; MON SUPPLEANT JACQUES OBISSIER EST AUSSI DU PAYS.

JE TIENDRAI DES PERMANENCES DANS TOUTE LA CIRCONSCRIPTION POUR EXAMINER AVEC VOUS, AVEC VOS ELUS LOCAUX TOUS LES PROBLEMES QUI NOUS OCCUPENT.

JE VOUS ASSURE DE TOUT MON DEVOUEMENT.

NOUS FERONS DU BON TRAVAIL !

Pierre BERGEON

Avocat à la Cour d'Appel de Bordeaux

Propriétaire-Viticulteur

Suppléant : **Jacques OBISSIER**

Propriétaire-Exploitant

Maire de Villegouge

IMPR. BLAVIA - BLAYE